

SAINT-ROMAIN-DE-POPEY/SARCEY Manifestation

Près de 200 personnes mobilisées contre la future zone d'activités



Une partie des tracteurs a pris la tête du cortège, qui longeait la N7, pour rejoindre Sarcey. Photo Progrès/Morgane BOUÉRY

À l'appel des collectifs Quicury et Paysan contre la zone logistique de l'Ouest rhodanien, entre 150 et 200 personnes ont manifesté contre l'implantation d'entreprises logistiques dans les communes de Sarcey et de Saint-Romain-de-Popey. Ils ont longé la N7, bloquant en partie la circulation.

À 9 h 30, ce mercredi 19 février, un groupe de personnes commence à s'amasser près du Gaec La grange Pradel, route d'Avauques, à Saint-Romain-de-Popey. Ni la pluie ni le froid n'ont découragé ces agriculteurs, simples citoyens ou habitants de la commune à venir manifester leur mécontentement. Pancartes, pelles et râteaux à la main, ils sont venus clamer leur désaccord contre l'aménagement de la zone d'activités du Smadeor (Syndicat mixte d'études d'aménagement et de développement économique de l'Ouest rhodanien).

Une cinquantaine d'agriculteurs locaux

À cheval sur les communes de Sarcey et de Saint-Romain-de-Popey, 47 hectares de terrains pourraient être consacrés à l'installation de plates-formes logistiques pour des grandes entreprises. « L'objectif de cette manifestation est de sensibiliser la population et les paysans sur

Une alternative au projet

Vent debout contre le projet du Smadeor, les collectifs Paysan contre la zone logistique de l'Ouest rhodanien et Quicury ont imaginé une alternative à l'implantation d'entreprises logistiques dans les communes de Sarcey et de Saint-Romain-de-Popey. « Il faut préserver notre territoire, indique Alain Chizat, membre de Quicury. Nous proposons un projet alternatif, celui d'installer une coopérative agricole. » En lieu et place de la future zone d'activités, les opposants ont ainsi imaginé un projet de maraîchage. « Nous pourrions produire des denrées qui serviraient à la restauration collective du territoire et ainsi créer de l'emploi », illustre Sylvain Morel. Comme un avant-goût du projet, les manifestants ont installé, à Sarcey, sur l'ex-plateforme de Vinci pendant la construction de l'A89, une serre. Ils y ont planté divers plants apportés par les agriculteurs.



Les manifestants ont installé une serre sur l'ancienne plateforme de Vinci, à Sarcey.

Photo Progrès/Morgane BOUÉRY

la disparition de ces terres agricoles au profit d'entreprises logistiques », résume Alain Chizat, membre du collectif Quicury. L'association, avec le Collectif paysan contre la zone logistique de l'Ouest rhodanien, est à l'origine de l'appel à la mobilisation. Et ils ont été entendus.

À 10 heures, entre 150 et 200 personnes sont présentes, dont une cinquantaine d'agriculteurs locaux. Ils s'élancent alors en direction de Sarcey, en prenant la Nationale 7, qui longe les parcelles où devrait être construite la zone d'activités. À pieds, en voiture ou en tracteurs, le

cortège se dirige vers l'ex-plateforme de Vinci pendant la construction de l'A89, là où devrait s'implanter l'unité logistique Smad. Le collectif paysan craint, de fait, « la création d'un axe routier entre Savigny et Sarcey, qui entraînerait la destruction de terres agricoles et le passage d'un nombre important de véhicules ».

« Le grenier de la métropole »

Parmi les manifestants, Amélie Bador, productrice de plantes aromatiques à Chambost-Lon-

gestaine. Elle est venue avec sa mère et sa fille. « C'est important pour moi d'être là, en soutien aux autres paysans. Il y a de moins en moins de terres disponibles et de plus en plus de béton. Le plus aberrant, c'est qu'il y a des friches industrielles dans le Rhône qui pourraient accueillir ce projet. » Et Catherine Bonnet, sa mère, d'ajouter : « Nous sommes trois générations présentes, il faut penser à l'avenir et ça passe par la sauvegarde des terres agricoles. »

Un « diktat du béton »

En fin de cortège, au volant de son tracteur, Fabrice Gilaridon s'inquiète : « J'ai repris l'exploitation de mon père il y a quatre ans, explique l'agriculteur basé à Saint-Romain-de-Popey. Il y a dix ans, à cause de Boiron et de l'autoroute, on avait perdu 12 hectares. J'ai des terrains situés autour de la future zone d'activité, son possible développement me préoccupe. »

À 11 heures, tous arrivent sur la plateforme, au pied de l'autoroute A89. « Voilà ce qui nous attend si on ne fait rien, lance Sylvain Morel, agriculteur aux Sauvages, en montrant l'axe routier et les entrepôts environnants. Ce diktat du béton mange nos terres. Celles-ci doivent revenir aux agriculteurs ! » Autour de lui, les tracteurs se sont mis en état de marche. Ils déposent de la terre afin de créer une serre pour y planter des légumes. « Voilà à quoi devraient servir ces terrains », insiste Sylvain Morel.

Morgane BOUÉRY